

La dynamisation des démarches de participation citoyenne aux débats publics à l'échelle régionale dans une région périphérique de montagne : une étude de cas dans le canton du Valais, Suisse

*Vincent Grèzes^a, Sandra Grèzes^b, Randolph Ramseyer^a, Florian Evéquoz^c,
Nicole Fumeaux-Evéquoz^d, Antoine Perruchoud^a, Blaise Larpin^b*

^a Institut Entrepreneuriat & Management

^b Institut de Tourisme

^c Institut d'Informatique de Gestion

^d Institut de Travail social

^{a, b, c} Haute Ecole de Gestion et Tourisme

^d Haute Ecole de Travail Social

*Université des Sciences appliquées de Suisse Occidentale
HES-SO Valais Wallis*

Mails : {Prenom.nom}@hevs.ch

Mots clés : démarche participative, région périphérique, digitalisation, débats publics

1. Introduction

Selon l'étude e-Government Survey (2008), une tendance à la réforme du secteur public a émergé dans de nombreux pays, stimulée par les aspirations des citoyens qui placent de nouvelles exigences envers les gouvernements. Le succès des gouvernements est désormais mesuré par les avantages qu'ils créent pour leurs mandants : secteur privé, citoyens et communautés. Ainsi, l'administration publique cherche à revitaliser son système en le rendant plus proactif, transparent et plus axé sur le service (Koller 2008).

Pour accomplir cette transformation, selon l'étude « eGov in Switzerland » (2015), les gouvernements cherchent à introduire des innovations dans leurs structures organisationnelles, leurs pratiques, leurs capacités et leurs processus en adaptant la façon dont ils se mobilisent. Cette évolution se déploie dans l'utilisation du capital humain et de l'information, des ressources technologiques et financières, afin de mieux délivrer des prestations de services aux citoyens (Bherer, L., 2011).

Nous proposons, dans cet article, d'autres possibilités d'utilisation des outils digitaux afin de transformer les bases de l'exercice démocratique vers une pratique participative de la politique. En effet, neuf personnes sur dix sont connectées à Internet en Suisse (OFS 2017), et ces « connectés » font une utilisation intensive du média, car 80% d'entre eux se connectent chaque jour¹. Ce potentiel technologique est désormais non négligeable, et son affectation au service de la démocratie ne se résume pas seulement au vote électronique. La participation digitale doit permettre d'effacer les frontières institutionnelles et géographiques. Ces nouveaux lieux de débats sont propices à agrandir la base de participation en ouvrant un espace d'expression et de dialogue à tous les résidents en

¹ <https://www.rts.ch/info/sciences-tech/medias/8891994-neuf-suissees-sur-dix-sont-desormais-des-utilisateurs-d-internet.html>

réduisant les distances physiques. Ces outils se révèlent particulièrement précieux dans une région où les indicateurs statistiques décrivent une réalité socio-économique contrastée.

Notre cas d'étude se situe dans une région périphérique de montagne : le canton du Valais, en Suisse, où l'hétérogénéité spatiale se profile entre plaine et montagne, villes moyennes et hameaux isolés².

Dans ce résumé étendu, nous allons décrire l'état de nos recherches en matière d'état de la littérature et des pratiques de la digitalisation dans le contexte de participation citoyenne. Nous décrivons ensuite successivement notre méthodologie et la synthèse de notre étude de cas en cours.

2. Etat de l'art

Avec la création d'initiatives de participation citoyenne, la démocratie participative fait son entrée dans la politique et le déficit démocratique dans des projets de grandes envergures ainsi que la volonté de donner davantage de substance à l'opinion publique prennent forme. Toutefois, les initiatives citoyennes ne sont pas exemptes de limites et ne pourront pas réellement permettre une participation effective des citoyens au processus décisionnel si les difficultés ou déficits démocratiques qui empêchent les institutions électorales de rendre le gouvernement réceptif ne sont pas pris en compte (Przeworski et al., 1999).

Comme expliqué par Fung (2011), il existe quatre difficultés (déficits démocratiques) qui préviennent les institutions électorales de rendre le gouvernement réceptif.

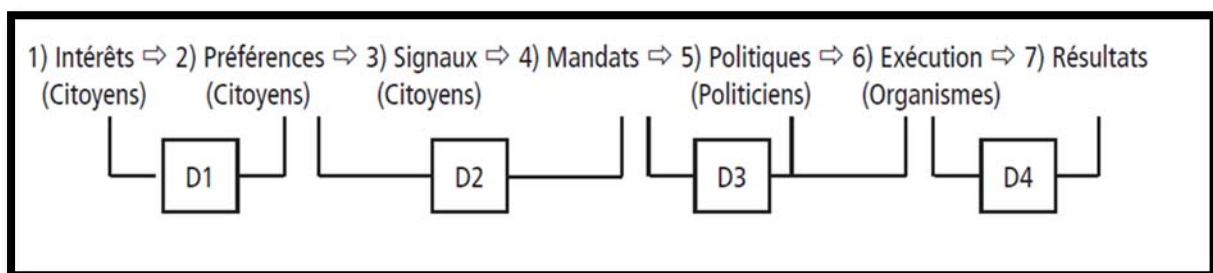


Fig. 1 : Les déficits démocratiques dans le processus politique (Fung, 2011)

Selon Telescope (2011), les déficits démocratiques portent sur les éléments suivants :

- [D1] Préférences pas claires et changeantes avec l'ajout de nouvelles informations, de nouveaux arguments ou de nouvelles perspectives.
- [D2] Préférences populaires insuffisamment développées et instable donnant des signaux brouillés aux politiciens sur leur contenu pour les réaliser les mandats.
- [D3] Manque d'une relation suivie et continue avec les électeurs entre les élections, le gouvernement politiques risque généralement de mal les comprendre.
- [D4] Pour de nombreuses décisions, les intérêts du gouvernement peuvent différer de ceux de la majorité des citoyens.

Le but de l'exercice démocratique est de permettre l'expression d'une pluralité d'opinions citoyennes. Pour ce faire, il faut réunir les conditions favorables pour que ces opinions s'exercent, définir un cadre d'application et de garantir une forme authentique de participation.

Ces questions ont été abordées par Sherry R. Arnstein en 1969 lorsqu'elle a proposé de distinguer huit niveaux de participation des citoyens aux projets qui les concernent.

² <https://cci-valais.ch/category/territoire-et-infrastructures/>

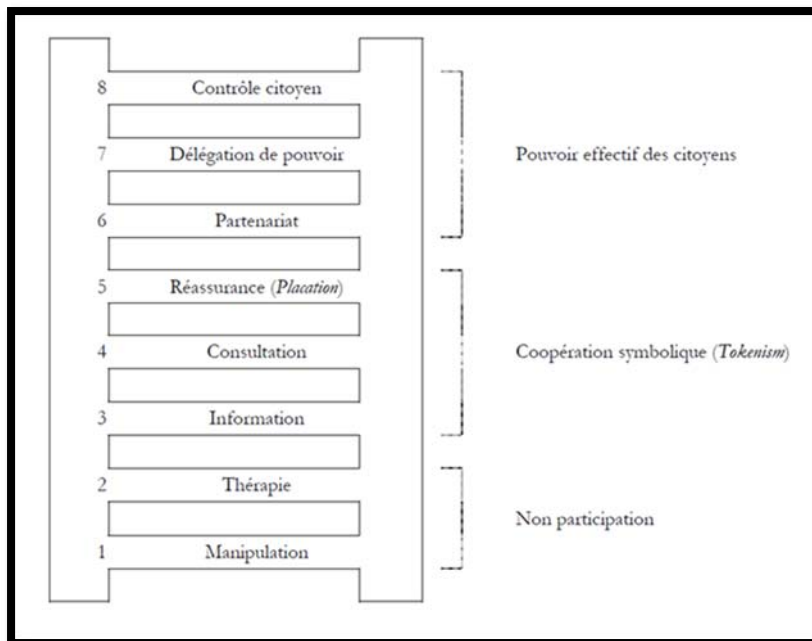


Fig. 2 : Les huit échelons sur l'échelle de participation (Arnstein, S., 1969)

L'échelle de participation citoyenne reconnaît uniquement la participation dans les trois derniers degrés donnant au citoyen un pouvoir de décision (Amelot, X., 2013).

De nos jours, les pratiques de participation citoyenne sont multiples. De nombreuses expérimentations au niveau national ont été conduites depuis les années 60 en France, en Allemagne, aux Etats-Unis et au Danemark, sous la forme de « conférences citoyennes » (Bourg et Boy, 2005). En France, la procédure de « débat public » est prévue par la loi depuis 1995 afin d'associer le public à « l'élaboration des projets d'aménagement ou d'équipement ayant une incidence importante sur l'environnement ou sur l'aménagement du territoire. » Toutefois, l'échelle des dispositifs participatifs demeure majoritairement communale, supra ou infra-communale (Blondiaux et Sintomer, 2002) (Dubas, 2006). C'est notamment le cas en Suisse avec les exemples du réaménagement de certains quartiers des villes de Lausanne³, Bâle⁴ et Neuchâtel⁵. Ces expériences ont été menées au moyen de rencontres avec les citoyens sous forme de comités, d'ateliers et de conférences.

De nombreuses démarches profitent également de l'outil informatique pour se libérer des contraintes d'espace et de temps. C'est notamment le cas du MobiLab⁶ mis en place en 2014 par l'observatoire technologique de l'Etat de Genève, ou encore de la planification de l'implantation des éoliennes dans le canton du Jura⁷. Les enjeux de ces plateformes visaient la création de solutions novatrices répondant à des besoins sectoriels.

En nous basant sur ces expériences, notre démarche vise à favoriser la participation à une échelle régionale, dans un contexte de région périphérique, et en utilisant une plateforme informatique pour résoudre les barrières à la mobilité.

³ <http://www.lausanne.ch/lausanne-officielle/administration/finances-et-mobilite/routes-mobilite/developpement-durable/6-demarches-participatives.html>

⁴ <https://www.domainepublic.ch/articles/8127>

⁵ <https://www.neuchatelville.ch/fr/participer/demarches-participatives/>

⁶ <http://www.ot-lab.ch/?p=4861>

⁷ http://www.suisse-eole.ch/media/redactor/CantonVD_Neet_CongresEolien_20160406.pdf

3. Méthodologie

Les options envisagées pour mener ce cas sont synthétisées dans la Fig. 3.

	Votation 10 juin	Engagement	Implication	Timeline
Niveau sur l'échelle de participation (Objectifs)	Information	Information et consultation	Information, consultation et réassurance	N/A
Déficit adressé	[D1]	[D1] et [D2]	[D1], [D2] et [D3]	
Inputs	Traiter les documents gouvernementaux et spécialisés Traiter l'opinion publique, les questions, remarques et commentaires	+Synthèses de l'opinion publique +Regroupements par thèmes	+Focus groups et entretiens +Information sur les thèmes et questions géolocalisées	
Méthodes	Utilisation et surveillance des canaux de communication et réseaux sociaux Séances d'information	Focus groups Groupes de co-création Sondages Entretiens etc.	Visites organisées sur les divers lieux Rencontres <i>en Live</i> avec les acteurs (politiciens, spécialistes...), débats publics sous diverses formes	
Outils	Plateforme regroupant les synthèses des documents et liens vers les sites du gouvernement, des spécialistes et professionnels.	Création d'une plateforme type <i>Second life</i> où les gens peuvent faire une expérience d'immersion virtuelle pour découvrir le village olympique en 3D par exemple. Ils peuvent rencontrer et discuter avec les acteurs du projet. Exemple : le jeu <i>Tabula Rasa</i> ¹ (TSR).	Plateforme on-line et off-line	
Outputs	Synthèse de l'opinion public, des questions, de demande de précisions. Regroupement par thème	Discussion et échanges dans un forum on-line. Les participants pourraient être géo-localiser afin de déterminer les centres d'intérêts par quartier et régions	Discussion et échanges dans un forum on-lin et off-line. Les participants pourraient être regroupés par quartier et régions pour débattre	

¹ Jeu en ligne didactique de stratégie politique où les citoyens suisses peuvent reconstruire leur Suisse idéale

Fig. 3 : Types d'outils selon la participation et les difficultés

Afin de promouvoir et de tester différentes formes de participation, les thématiques relevant des problématiques de gouvernance et de participation citoyenne ont été sélectionnées d'un commun accord avec la direction de l'Université et les services cantonaux concernés. Nous avons ensuite choisi une plateforme spécialisée dans le soutien à la participation citoyenne (Cap collectif⁸).

Les thématiques ont été soumises dans un premier temps à des groupes de réflexion constitués par différentes classes d'étudiants de Bachelor de filières d'économie d'entreprise, de management en tourisme et de travail social. Près de 250 étudiants ont été sollicités pour participer à des ateliers de réflexion sous forme de World Cafés et d'Ateliers de l'avenir au mois de mars 2018.

Par la suite, les mêmes thématiques ont été proposées à l'ensemble des étudiants de l'Université des Sciences Appliquées du Canton du Valais, afin de soutenir la réflexion et de favoriser les échanges sur les thématiques. Cette population regroupe plus de 2'400 étudiants et quatre Hautes Ecoles spécialisées en ingénierie, gestion et tourisme, santé et travail social.

L'ouverture des ateliers et de la plateforme sera offerte aux citoyens dans un troisième temps afin de favoriser leur participation et de récolter leur avis sur ce mode de participation. L'équipe scientifique, composée d'informaticiens, d'économistes, de géographes économiques et de sociologiques, pourra alors étudier les facteurs clés de succès d'une telle démarche et les facteurs de motivation et de participation propices à l'engagement des citoyens dans une démarche de gouvernance ouverte.

⁸ <https://cap-collectif.com/>

4. Cas d'étude

Les thématiques identifiées sont la refonte de la constitution cantonale, la redéfinition des infrastructures de confinement du Rhône, les problématiques d'héritage liées à la candidature aux JO 2026, et les enjeux de mobilité de la région. La première thématique abordée lors des ateliers est la question de l'héritage liée à la candidature à l'organisation des JO 2026.

Présentation des thèmes de participation citoyenne identifiés :

Thème 1 : Quelle constitution pour le Valais du 21^{ème} siècle ?

Le 4 mars dernier, les Valaisans ont accepté de réviser totalement leur constitution cantonale datant de 1907. Cette refonte se fera par le biais d'une constituante élue par le peuple en novembre 2018.

Thème 2 : Rhône 3 : Quelles opportunités pour la plaine du Rhône ?

La majeure partie de la plaine durement gagnée sur le fleuve lors des deux premières corrections est menacée par les crues du Rhône. La solution validée par les Conseils d'Etat vaudois et valaisan combine l'abaissement du fond du Rhône avec l'élargissement du lit.

Thème 3 : Sion 2026 : Quels héritages après les Jeux Olympiques ?

Les Jeux Olympiques et Paralympiques d'hiver ont de multiples effets sur les villes et les pays hôtes: effets économiques, sociaux, environnementaux, etc. Le concept d'« Héritage » désigne ces effets à long terme et pose la question de *quel impact durable pourraient avoir des JO pour les régions valaisannes, pour la Suisse entière ?*

Thème 4 : Agglo Valais Central : Quelles solutions pour la mobilité ?

L'agglomération du Valais central réunit 19 communes, décidées à collaborer pour le développement harmonieux de leur économie et de leur territoire. Ce nouveau concept de mobilité entre Salquenen et Ardon sera cofinancé à hauteur de 30% par la Confédération.

La démarche

Le Valais se trouve au-devant de défis qui conditionneront fondamentalement l'avenir du canton et de ses habitants. La HES-SO Valais-Wallis a conçu cette plateforme de participation citoyenne afin d'informer la population sur différents projets, d'impliquer les citoyens dans leur mise en place et de favoriser ainsi la co-construction de pistes d'actions entre les acteurs politiques et la société civile.

Consultations

- Quelle constitution pour le Valais du 21^{ème} siècle ?**
0 contribution
0 participant
Participation en continu
PARTICIPER
- Rhône 3: Quelles opportunités pour la plaine du Rhône ?**
0 contribution
0 participant
Participation en continu
PARTICIPER
- Sion 2026: Quels héritages après les jeux olympiques?**
0 contribution
0 participant
Participation en continu
PARTICIPER
- Agglo Valais Central: Quelles solutions pour la mobilité?**
0 contribution
0 participant
Participation en continu
PARTICIPER

Fig. 4 : Présentation de la Plateforme citoyenne du Valais⁹

⁹ <https://hessovalais.cap-collectif.com/>

5. Conclusion

L'ouverture de la plateforme vient d'être lancée au moment d'écrire ce résumé étendu. Les premiers résultats de l'étude de cas seront présentés lors de la conférence.

Au niveau régional, les résultats seront présentés aux responsables cantonaux pour envisager leurs perspectives sur les apports de ces processus. Les participants pourront également exprimer leur avis sur leur évaluation du processus, dans une démarche d'amélioration continue.

Le processus pourra alors être étendu à d'autres thématiques, voire à d'autres régions. Par ailleurs, il est aussi envisageable d'ouvrir le processus de sélection des thématiques aux citoyens.

6. Références

Amelot, X. (2013) *Cartographie participative pour le développement local et la gestion de l'environnement à Madagascar : empowerment, impérialisme numérique ou illusion participative ?*, *Participative cartography for local development and natural resources management in Madagascar : empowerment, digital imperialism or participative illusion ?* L'Information géographique 77, 47–67. <https://doi.org/10.3917/lig.774.0047>

ANRU (2006) *La participation des habitants*. Agence nationale pour la Rénovation Urbaine, consulté le 16 avril 2018 : <https://www.anru.fr/ces/Etudes/La-participation-des-habitants>

Arnstein, S. (1969) *Une échelle de la participation citoyenne*. Journal de l'American Institute of Planners, vol. 35, p. 216-224.

Bherer, L. (2011) *Les trois modèles municipaux de participation publique au Québec*. Télescope v. 17.1

Blondiaux, L., Sintomer, Y. (2002) *Démocratie et délibération*. Politix, no. 57

Bourg, D., Boy D. (2005), *Conférences de citoyens, mode d'emploi*. Paris, Charles Léopold Mayer

Dubas, D. (2006) *Démarches participatives en Suisse, Une analyse comparative des cas Werkstadt Basel et Quartiers 21 à Lausanne*. Mémoire de DESS, Faculté des géosciences et de l'environnement, Universités de Lausanne et de Genève, consulté le 14 avril 2018 : https://doc.rero.ch/record/6253/files/30_DubasDaniel_memoire_DESS.pdf

European Commission (2015) *eGovernment in Switzerland (eds 9.0)*. European Union, consulté le 16 avril 2018 : https://joinup.ec.europa.eu/sites/default/files/inline-files/eGov%20in%20Switzerland%20-%20January%202015%20-%20v_9_0_Final.pdf

Fung, A. (2011) *Démocratiser le processus d'élaboration des politiques*. La participation citoyenne, consulté le 16 avril 2018 : http://www.telescope.enap.ca/Telescope/docs/Index/Vol_17_no1/Telv17n1_citoyenne.pdf

Koller, C. (2008) *La fonction publique en Suisse : analyse géopolitique d'un fédéralisme à géométrie variable*. Pyramides vol. 15, consulté le 15 avril 2018 : <http://journals.openedition.org/pyramides/695>

Office fédéral de la statistique (2017) *L'utilisation d'internet dans les ménages 2017 - La population suisse toujours plus en ligne*. Communiqué de presse consulté le 16 avril 2018 : <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/actualites/quoi-de-neuf.assetdetail.3782200.html>

Przeworski, A., Stokes, S. C. & Manin, B. (1999) *Democracy, accountability, and representation* (Vol. 2). Cambridge University Press.

Extended summary for International Conference on Digital Innovation & Financing 2018

UN Department of Economic and Social Affairs (2008) *UN E-Government Survey 2008, From E-Government to Connected Government*. United Nations Publications, consulté le 16 avril 2018: <https://publicadministration.un.org/egovkb/portals/egovkb/documents/un/2008-survey/unpan028607.pdf>